

République française  
DEPARTEMENT de L'ORNE  
COMMUNE DE TOURNAI SUR DIVE

Séance du jeudi 03 juillet 2025

Membres  
en exercice : 9

Date de la convocation: 26/06/2025

Présents : 6

Votants : 6

*L'an deux mille vingt-cinq et le trois juillet à 18 heures 00, l'assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie en séance ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Xavier SCHNEIDER*

Secrétaire de séance :

Dominique GIBOURDEL

Présents : Xavier SCHNEIDER, Bertrand HERMELINE, Annick SIMAO, Dominique GIBOURDEL, Christophe DUPIRE, Valérie GORIOT

Présent non-votant:

Représentés:

Excusés: Pierre DEBIAIS, Stéphane GUILLOUARD, Mickaël NOGRE

Objet : Annulation délibération transfert des résultats au SMAEP : reprise d'une délibération avec les bons montants suite à régularisation des versements.  
DE\_17\_2025

Monsieur le Maire expose à l'assemblée qu'il convient de modifier le montant des résultats à transférer au SMAEP Terres d'Argentan Interco.

En effet, la commune a réglé deux factures de fonctionnement datant de 2024 mais pour lesquelles le budget 2024 n'avait plus assez de crédits disponibles.

Les résultats à transférer sont :

Fonctionnement : un titre de 1239.66€ à émettre au 75888.

Investissement : un mandat de 22540.73€ au 1068 à émettre.

le Conseil Municipal, à 5 voix POUR et 1 voix CONTRE décide :

- d'émettre un titre de 1239.66€ au nom du SMAEP Terres d'Argentan
- d'émettre un mandat de 22540.73€ au nom du SMAEP Terres d'Argentan
- et précise que ces dispositions remplacent celles prévues initialement au moment du vote du budget.

*Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.*

Le Maire  
Xavier SCHNEIDER



AGEDI Dépôt Sous Préfecture d'Argentan
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 21/07/2025 001-210104901-20250703-DE_17_2025-DE



Publié le : 04/12/2025 15:39 (Europe/Paris)  
Collectivité : Tournai-sur-Dive  
[https://www.intramuros.org/tournai-sur-dive/documents\\_administratifs/46275](https://www.intramuros.org/tournai-sur-dive/documents_administratifs/46275)

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification*